

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :**

Division de l'approvisionnement des marchés

contracting@ps-sp.gc.ca

À l'attention de : Chantale Grégoire

**Questions et réponses n° 2
Request For Proposal
Demande de proposition**

Offer to: Public Safety Canada

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Sécurité publique Canada

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre des Sécurité publique et Protection civile Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée.

Comments – Commentaires:

Instructions: See Herein
Instructions: Voir aux présentes

Issuing Office – Bureau de distribution
Public Safety Canada
Contracting and Procurement Section
269 Laurier Avenue West
Ottawa ON K1A 0P8

Title – Sujet PSAB - What Works in Indigenous Community Corrections: A Review of Best Practices and Gaps in Service / Ce qui fonctionne dans les services correctionnels communautaires destinés aux Autochtones - Examen des meilleures pratiques et des lacunes dans les services	
Solicitation No. – No de l'invitation 202102237-1	Date 2021-06- 28
Solicitation Closes – L'invitation prend fin At – à 11:00 am . On – le July 7,2021	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Time (EDT)
Delivery Required – Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Chantale Grégoire	
Telephone No. – No de telephone (343) 549-5220	
Destination – of Goods, Services and Construction: Destination – des biens, services et construction: Public Safety Canada 269 Laurier Avenue West, Ottawa ON K1A 0P8	
Security – Sécurité	
Vendor/Firm Name and Address Nom et adresse de l'entrepreneur/de l'entrepreneur	
Telephone No. – N° de telephone Facsimile No. – N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom due fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Questions et réponses n° 2

Question 1

Nous examinons actuellement la récente demande de propositions (DP) 202102237-1 « **Ce qui fonctionne dans les services correctionnels communautaires destinés aux Autochtones - Examen des meilleures pratiques et des lacunes dans les services** ». La proposition doit être remise le 7 juillet.

Les exigences de la présente DP semblent très similaires à celles de la précédente DP - 201904038-2 « *Prévention du crime dans les collectivités autochtones : Programmes adaptés à la culture et évaluation fondée sur de bonnes compétences culturelles* ». Pouvez-vous confirmer si cela est exact, étant donné que le contrat pour la première DP a été attribué?

Réponse 1

Les exigences principales de la DP actuellement affichée ne sont pas les mêmes que pour la DP précédente. En effet, la demande de propositions précédente (*Prévention du crime dans les collectivités autochtones : Programmes adaptés à la culture et évaluation fondée sur de bonnes compétences culturelles*) exigeait que l'entrepreneur effectue une analyse documentaire et fournisse un rapport complet sur l'utilisation d'activités culturellement pertinentes et d'une évaluation fondée sur de bonnes compétences culturelles pour les programmes de prévention du crime dans le contexte autochtone (c'est-à-dire, principalement les programmes de prévention primaire et secondaire du crime).

Dans le cas de la présente DP, les principaux objectifs (Ce qui fonctionne dans les services correctionnels communautaires destinés aux Autochtones - Examen des meilleures pratiques et des lacunes dans les services) sont de :

- a) fournir une analyse documentaire complète des **services correctionnels communautaires destinés aux Autochtones** au Canada ; et
- b) recueillir les commentaires des fournisseurs de services communautaires et des délinquants autochtones qui font actuellement l'objet d'une surveillance dans la collectivité ou qui l'ont fait récemment (ce qui nécessite une participation et des entretiens avec les intervenants).